(19) RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT NATIONAL
DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

PARIS

(11) N° de publication : **2 637 845**
(à n'utiliser que pour les commandes de reproduction)

(21) N° d'enregistrement national : **87 06351**

(51) Int Cl[5] : B 42 D 12/00.

(12) DEMANDE DE BREVET D'INVENTION A1

(22) Date de dépôt : 30 avril 1987.

(30) Priorité :

(43) Date de la mise à disposition du public de la demande : BOPI « Brevets » n° 16 du 20 avril 1990.

(60) Références à d'autres documents nationaux apparentés :

(71) Demandeur(s) : *GASTON François Pierre.* — FR.

(72) Inventeur(s) : François Pierre Gaston.

(73) Titulaire(s) :

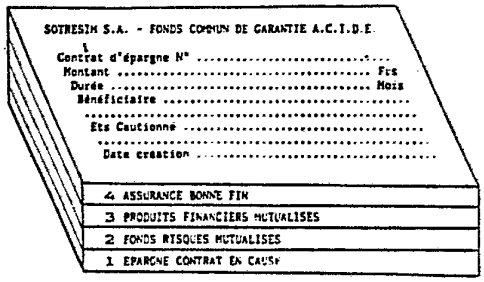
(74) Mandataire(s) :

(54) Dispositif de garanties financières.

(57) Dispositif permettant le règlement de créances indépendamment de la situation de l'emprunteur.

L'invention concerne un dispositif financier permettant de constituer des ressources pour le règlement de créances dues à la défaillance de l'emprunteur.

Elle est constituée par la signature d'un contrat d'épargne et l'utilisation d'un fonds risques, de produits financiers et d'une assurance bonne fin.



FR 2 637 845 - A1

Vente des fascicules à l'IMPRIMERIE NATIONALE, 27, rue de la Convention — 75732 PARIS CEDEX 15

La présente invention concerne un dispositif permettant à une personne physique ou morale d'offrir à un prêteur,des garanties de paiement certaines,nantissables transmissibles,réalisables rapidement,sans avoir à engager ses biens ou ceux de tiers qui se seraient portés garants pour elle.

Il s'agit d'un produit financier comportant des affectations de valeurs au même titre que l'obligation et l'hypothèque.

Les garanties usuelles offertes à son prêteur par un emprunteur sont selon le cas, constituées de valeurs mobilières,immobilières,de Cautions consenties par des personnes physiques ou morales réputées solvables qui s'obligent au paiement de la créance du prêteur lorsque l'emprunteur est défaillant c'est-à-dire qu'il n'assure pas les obligations prévues au contrat de prêt.

La réalisation des garanties ci-dessus enoncées est très souvent longue,aléatoire La Caution réputée solvable ne l'est plus au moment de l'appel en garantie.

Le dispositif selon l'invention permet de remedier aux inconvénients de la réalisation des garanties et cautions et rend indépendant le paiement de la créance,de la dette du débiteur car, il constitue un produit financier finis.

Caractérisé par la signature d'un contrat de droit civil dans lequel, l'emprunteur, en echange d'une caution,d'une garantie lui permettant d'obtenir le crédit qu'il recherche, s'oblige à constituer prés de l'organisme émetteur de la Caution,de la garantie , une epargne par versements périodiques dont le montant à la fin du contrat de prêt sera au moins égal au montant des capitaux empruntés. Dans le cas ou l'emprunteur ayant souscrit à ses oblgations arrive à la fin du contrat de prêt, l'épargne souscrite au contrat,lui est remboursée ainsi que les produits financiers capitalisés déduction faite d'un prélevement risques et des frais de gestion de l'épargne .

L'originalité inventive résulte de l'utilisation par l'organisme gestionnaire de l'épargne et emetteur de la caution,de la garantie,pour sécuriser le ou les risques de défaillance de l'Epargnant/Emprunteur, de produits financiers pris dans un ordre préférenciel , constitués par: l'Epargne collectée du contrat sinistré,le fonds Risques prélevés sur tous les contrats d'Epargne, les produits financiers résultants du placement de l'ensemble de l'Epargne collectée et d'une assurance bonne fin garantissant le paiement des contrats d'épargne sinistrés et assurant à l'organisme gestionnaire,la possibilité de payer au prêteur, les les sommes qui lui sont dues dans le cas ou l'epargne collectée,lefonds risques les produits financiers ne permettraient pas le rêglement des contrats sinistrés. Ces dispositions permettant le paiements de l'ensemble des créances cautionnées.

Afin de faire comprendre la présente invention et sans en limiter les applications à l'exemple exposé ci-après imaginons un certain nombre d'Entrepreneurs ayant obtenus de l'organisme gestionnaire de l'Epargne, une Caution

FIG I empruntent à un organisme financier un capital X remboursable en cinq ans colonne C.I. l'année étant décomptée à la fin du douzième mois. Le contrat qu'ils ont signé avec l'organisme gestionnaire, les oblige a constituer sur ses comptes courant une épargne prélevée mensuellement colonne E.2. Cette épargne comptabilisée année par année E.0 à E.5 produit au terme des cinq années un capital égal au montant du capital emprunté grace à la caution de l'organisme gestionnaire et dans l'hypothèse ou tous les contrats souscrits ont été à leur terme, l'ensemble EPARGNE plus les produits financiers résultants de son placement est restituée aux titulaires de contrats arrivés à leur terme.

La FIG I colonne E 2 démontre qu'au cours des cinq années du contrat, le montant de cette épargne s'est augmnté des produits financiers capitalisés.

Il est cependant fort probable que la totalité des emprunteurs ne tiendra pas ses engagements et qu'il y aura des défaillances donc appel à la caution donnée par le gestionnaire de l'épargne. Ce dernier, pour honorer sa signature disposera de : L'épargne collectée E2 aux contrats sinistrés (par hypothèse deux ans) du montant mutualisé du fonds risques FR prélevé sur chaque épargne, des produits financiers mutualisés PF résultants du placement de l'ensemble de l'épargne collectée et dans le cas ou l'ensemble de ces produits ne serait pas suffisant, le gestionnaire pourrait faire appel à l'assurance AS bonne fin souscrite obligatoirement lors de la signature de chaque contrat d'épargne / caution.

Cette possibilité est particulièrement bien démontrée dans la FIG 2 ou les colonnes 1.2.3.4.5. démontrent que l'augmentation du montant de l'épargne colléctée réduit chaque année la possibilité d'appel au fonds risques, aux produits financiers et à l'assurance.

Le dispositif selon l'invention constitue bien une garantie de paiement d'une dette, d'un emprunt, indépendante du destin de l'emprunteur et de celui de l'organisme GESTIONNAIRE, donnant toute garantie de paiement au créancier, au prêteur.

Le dessin de la planche N° 2 FIG 3 démontre bien la composition du produit et l'idée inventive résultante de l'utilisation harmonieuse de produits financiers aussi différents que l'épargne, le fonds risques, les produits financiers et l'assurance pour garantir une créance.

REVENDICATIONS

1°) Dispositif permettant de constituer des ressources pour payer une créance totale ou résiduelle provoquée par la défaillance d'un débiteur bénéficiaire d'une caution caractérisée par l'utilisation de divers produits financiers comme l'épargne, le fonds risques, les produits financiers de placements, l'assurance bonne fin de contrat.

2°) Dispositif selon la revendication 1 caractérisé par le fait que la caution garantissant au prêteur le paiement de sa créance est la conséquence d'un contrat de droit civil, dans lequel, l'emprunteur bénéficiaire du prêt, s'oblige à une épargne correspondant en montant et en durée au montant et à la durée du prêt qui lui est consenti.

3°) Dispositif selon la revendication 1 ou la renvendication 2 caractérisé par l'utilisation du fonds risques prélevé sur l'ensemble des contrats et mutualisé pour solder les contrats sinistrés.

4°) Dispositif selon l'une quelconque des revendications précédentes caractérisé par la mutualisation des produits financiers résultant du placement de l'épargne collectée par l'ensemble des contrats.

5°) Dispositif selon l'une quelconque des revendications précédentes caractérisé par l'utilisation d'une assurance bonne fin destinée à permettre le paiement de tout ou partie d'un contrat sinistré.

6°) Dispositif selon l'une quelconque des revendications précédentes caractérisé par l'utilisation des moyens revendiqués pris ensemble ou séparement dans l'ordre ou dans le désordre.

7°) Dispositif selon l'une quelconque des revendications précédentes caractérisé par l'utilisation du contrat d'épargne en terme de valeur fixe permettant de fractionner le montant souscrit en u n certain nombre de contrat partiel destiné à être remis à différents prêteurs.

PLANCHE N° I

FIG 1

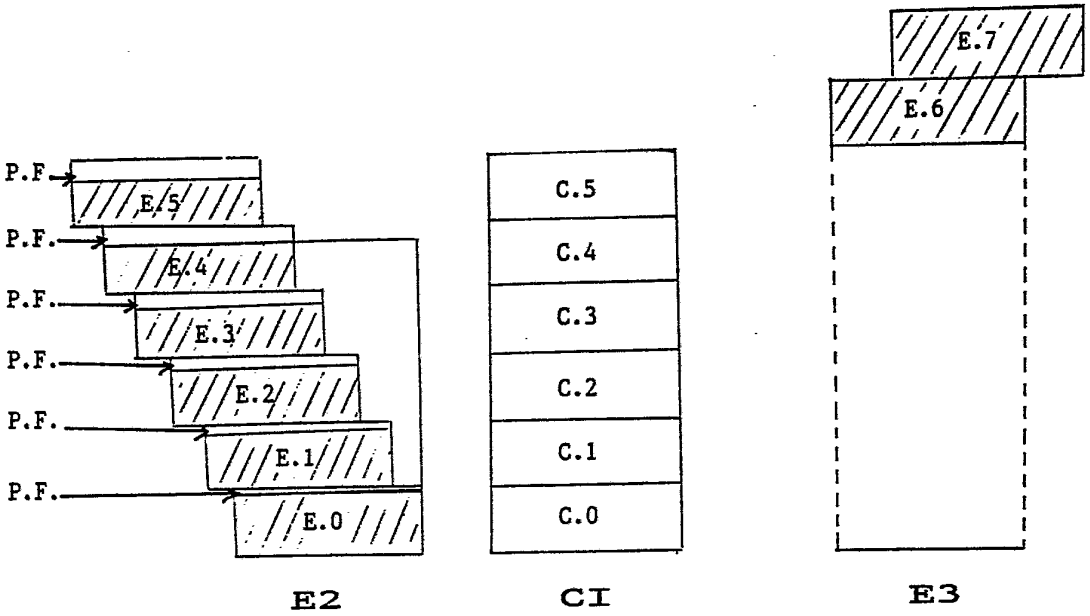


FIG 2

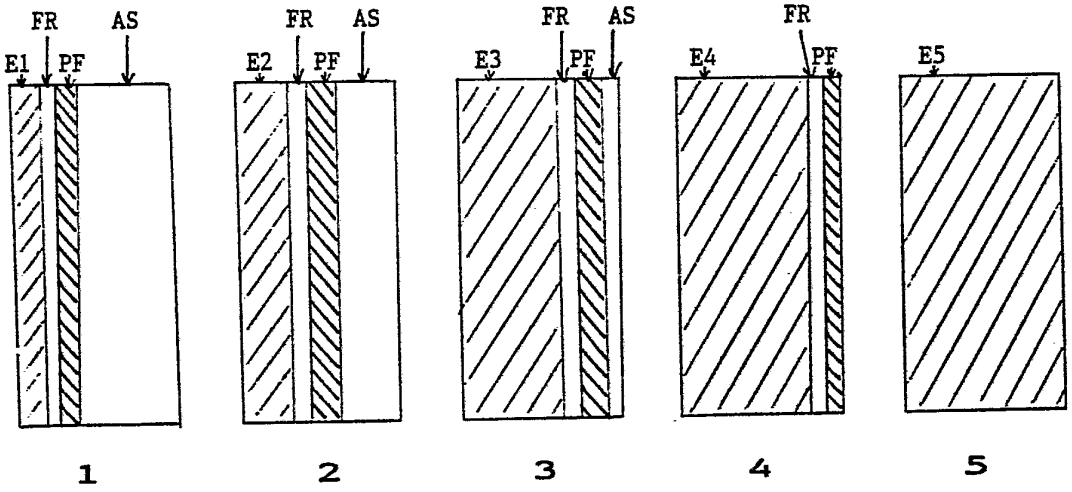


PLANCHE N°2

FIG 3

